

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Corée > Corée du Sud > Mouvement ouvrier & co. (Corée du Sud) > **Corée du Sud - Action urgente : Relâchez les syndicalistes emprisonnés, (...)**

Corée du Sud - Action urgente : Relâchez les syndicalistes emprisonnés, respectez les droits des travailleurs !

mardi 11 octobre 2016, par [ITF](#), [KCTU](#), [KPTU](#), [KRWU](#), [LabourStart](#) (Date de rédaction antérieure : 6 octobre 2016).

LabourStart campaign en partenariat avec la **Confédération Syndicale Internationale** qui représente **180 millions de travailleurs dans 162 pays et territoires et compte 333 affiliés nationaux.**

L'offensive contre les droits des travailleurs en Corée du Sud s'intensifie, avec plus de 20 dirigeants syndicaux et militants maintenant emprisonnés, dont 7 de la KCTU dont son Président Han, Sang-gyun, le vice-président de la KPTU Cho, Sung-deok et le président de la KPCWU, Lee, Jong-hwa. Le gouvernement du président Park, Geun-hye jette les gens en prison simplement pour avoir défendu les droits des travailleurs.

Actuellement, la grève des travailleurs du secteur public contre la réforme régressive du travail et le système de rémunération basé sur la performance a été déclarée « illégale ». 9 dirigeants du Syndicat Coréen des Chemins de Fer sont accusés de l'infâme « entrave à l'activité économique » pour le « entrave à l'activité » notoire. Afin de mettre fin à la grève, le gouvernement projette un « arbitrage d'urgence », une pratique dénoncée par l'OIT comme une violation de la liberté d'association. Les chauffeurs routiers indépendants font également face à des accusations criminelles et civiles pour une grève qu'ils prévoyaient.

Alors que la cible de la protestation internationale a été, la plupart du temps, le gouvernement lui-même, le rôle des entreprises coréennes, et surtout les sombres conglomérats chaebols qui dominent l'économie nationale, doit être éclairé. Un nouveau rapport de la CSI / IndustriALL concernant Samsung détaille les moyens que certains employeurs coréens sont prêts à consacrer afin d'obtenir le démantèlement des syndicats et la régression des droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement internationales opérant en Corée.

Président Park devra démissionner à la fin de son mandat en Décembre 2017, et il est crucial de maintenir la pression pour briser l'étau que quelques sociétés exercent sur l'État. Un nouveau président devrait signifier un nouveau départ pour la Corée, celui où les droits fondamentaux, la sécurité économique et la sécurité au travail pour les gens ordinaires soient à l'ordre du jour. Dans les semaines et mois à venir, chaque petite pression sur le régime actuel du président Park, exposera davantage la cupidité des entreprises et leur désir de maintenir leur emprise sur l'une des économies les plus importantes du monde.

Lettre

Madame la Présidente Park,

Je vous pétitionne pour la libération de tous les syndicalistes emprisonnés par votre gouvernement

pour avoir défendu les travailleurs, ainsi que pour le respect des droits fondamentaux des travailleurs en vertu du droit international s'appliquant à votre pays. Enfin, je vous demande de résister aux demandes incessantes des entreprises coréennes, notamment les conglomérats chaebol, d'intensifier la répression des droits fondamentaux au détriment de ceux qui travaillent pour des sociétés coréennes sur le territoire national et à l'étranger.

Voir en ligne : [Pour signer la lettre](#) :

P.-S.

* https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=3194